



© DR

LOÏC BLONDIAUX

« la démocratie participative
peut être inclusive »

Propos recueillis par Magali Chowion

Loïc Blondiaux est professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheur au CESSP¹ et au CRPS². Il est un spécialiste reconnu des théories de la démocratie et de la démocratie participative. Il a été membre du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat.

L'échelle régionale vous semble-t-elle un bon échelon pour la démocratie participative ?

L'échelon régional est un bon échelon par définition, mais comme tous les échelons d'ailleurs. En fait ce qui importe, c'est que la participation citoyenne puisse intervenir sur un pouvoir véritable des institutions. Or sur tous les domaines de compétence de la région, il y a motif à mettre en place des dispositifs participatifs.

Les études sur les dispositifs participatifs montrent que très souvent les effets attendus en termes de démocratisation ne sont pas vraiment réalisés. Comment l'expliquer ?

D'abord il est très difficile de mobiliser des citoyens qui ne se mobilisent pas déjà dans le cadre de la démocratie représentative : jeunes, classes populaires, d'origine étrangère... parce qu'ils n'ont ni le temps, ni le sentiment d'être légitimes à participer. De plus, il faudrait changer la culture et les pratiques inscrites dans l'organisation même des collectivités et des administrations dans leur grande majorité. Enfin, les objets sur lesquels on a invité les citoyens à participer ont souvent été secondaires ou marginaux (les budgets participatifs ne représentent que quelques pourcents par exemple, NDLR). Ceci n'incite pas les citoyens à se mobiliser et à donner de leur temps.

Néanmoins, à l'instar de la Convention citoyenne sur le climat, des organisations de démocratie participative sont des réussites. Quelle est donc leur « recette » ?

Pour mobiliser, il faut 2 éléments essentiels. D'abord un enjeu : la participation citoyenne doit pouvoir changer les choses et avoir une influence. Puis des moyens d'encadrement, humains... pour établir des relations de confiance avec tous les groupes sociaux. À ces conditions, la démocratie participative peut être inclusive.

Enfin, dans quelle mesure la démocratie participative est-elle susceptible d'enrichir la démocratie représentative ?

Aujourd'hui, nous sommes dans une démocratie fondamentalement représentative. C'est le président élu qui garde le dernier mot. Ce qui pose un problème évident : il revendique une part considérable du pouvoir alors que l'élection présidentielle ne lui a fourni qu'une légitimité faible, de l'ordre de 20 % généralement (résultat du 1er tour). Dans ces équilibres de pouvoir, la parole citoyenne pourrait donc être recueillie et prise en compte. C'est la seule solution pour que la démocratie représentative puisse, selon moi, perdurer.

1. Centre Européen d'Études Sociologiques et de Science Politique
2. Centre de Recherches Politiques

